



**HAL**  
open science

## Contourner la compétition par la compétition : les universités russes et les olympiades

Carole Sigman

► **To cite this version:**

Carole Sigman. Contourner la compétition par la compétition : les universités russes et les olympiades. Revue française de sociologie, 2021, 62 (1), pp.33-62. 10.3917/rfs.621.0033 . hal-03318408

**HAL Id: hal-03318408**

**<https://hal.science/hal-03318408v1>**

Submitted on 9 Aug 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## **Contourner la compétition par la compétition : les universités russes et les olympiades**

Carole SIGMAN

### **Résumé**

Depuis les années 2000, les autorités fédérales russes cherchent à reprendre le contrôle de l'enseignement supérieur par des réformes mettant les universités en compétition entre elles. L'objet de cet article est d'analyser comment les universités parviennent à contourner en partie l'une de ces réformes en développant un dispositif original de recrutement des étudiants : les olympiades. Bien qu'*a priori* marginal, celui-ci affecte en réalité tous les recrutements et, au-delà, *l'ensemble* du fonctionnement du champ universitaire. C'est sous l'angle de la compétition entre établissements qu'il sera analysé ici. Mobilisé à l'origine par les universités d'élite, il a rapidement été investi par les autres établissements. Victimes de leur succès, aussi inattendu qu'incontrôlable, les olympiades font à présent l'objet d'une régulation de la part des grandes universités et des autorités fédérales. Elles mettent ainsi en lumière les pratiques et enjeux de la compétition entre universités, ainsi que certains aspects du fonctionnement du pouvoir politique en Russie depuis une quinzaine d'années.

### **Mots-clés**

Russie, enseignement supérieur, compétition, champ, réformes, autonomie, mobilisation

Depuis une quinzaine d'années, on observe dans les universités russes un engouement à maints égards surprenant pour une vénérable forme de concours : les olympiades. Il s'agit d'épreuves organisées par matière et destinées aux élèves du secondaire. Au temps de l'URSS, ces concours distinguaient les meilleurs d'entre eux en leur décernant un titre symbolique, un peu à l'instar du Concours général en France. Si, à partir des années 1960, ils ont été regroupés dans le cadre d'un système centralisé par l'État, depuis le début des années 2000, ce sont principalement les universités qui les organisent pour recruter une partie de leurs étudiants. Le plus marquant, cependant, n'est pas la simple remobilisation de cette forme institutionnelle, c'est son impressionnant succès : on compte aujourd'hui des centaines d'olympiades, auxquelles participent chaque année la plupart des universités et des millions de lycéens.

Cet engouement prend place dans un contexte de réformes du système universitaire. Par leur radicalité, leur ampleur et leur densité, ces réformes font de la Russie un cas particulièrement heuristique du mouvement de transformations qui touche l'enseignement supérieur dans de nombreux pays depuis plus de trente ans. Dans leurs différentes versions nationales, ces réformes mobilisent comme référence majeure l'idée de marché, perçu comme le moyen par excellence d'améliorer la qualité des universités. Celles-ci sont sommées d'être compétitives, de concourir pour obtenir des fonds publics et des labels de distinction, de se conformer à des indicateurs de performance et de lever toujours plus de fonds « extrabudgétaires » (*i.e.* ressources, d'origine privée ou publique, ne provenant pas des tutelles) pour pallier l'insuffisance de leurs dotations récurrentes (voir notamment Vinokur, 2012 et, pour une revue de la littérature, Nickson, 2014).

Au regard de telles transformations, l'engouement pour les olympiades peut sembler anachronique. C'est pourtant un effet direct de ces réformes, mais un effet non intentionnel et non anticipé par les

---

Je souhaite remercier vivement Korine Amacher, Annie Vinokur, Elena Voznessenskaïa et les lecteurs anonymes de la revue pour leurs précieux conseils à différentes étapes de ce travail, ainsi que les responsables d'universités et collègues russes pour les entretiens qu'ils m'ont accordés.

réformateurs eux-mêmes. Les universités, spécialement les plus prestigieuses, s'en sont en effet emparées comme d'un moyen de résistance aux réformes, en particulier à celle du baccalauréat. La nature des olympiades s'en est trouvée modifiée : si elles étaient avant tout, à l'époque soviétique, une forme d'émulation entre élèves du secondaire – ce qu'elles demeurent en partie –, elles sont principalement devenues aujourd'hui une modalité de compétition entre établissements.

C'est précisément sous l'angle de la compétition entre les universités qu'on s'intéressera ici aux olympiades et aux processus qui ont abouti à leur succès. Cela signifie que l'objet de cet article n'est pas la sélection des étudiants (même si les olympiades y participent), mais bien les logiques sociales et les pratiques qui constituent la compétition entre établissements d'enseignement supérieur (EES) et qui sont contraintes par elle. Ce point de vue permet de rendre intelligibles les raisons pour lesquelles les universités s'investissent autant dans ce mécanisme *a priori* marginal de recrutement des étudiants, puisqu'il ne concerne que 0,5% des effectifs de première année (environ 4500 personnes). Il permet aussi d'expliquer comment les olympiades parviennent à s'imposer, y compris à des établissements ayant peu de chances de recruter par leur biais, et à imprégner *l'ensemble* du fonctionnement du système universitaire.

La structuration et les effets de cette compétition seront appréhendés en termes de champ. Parce qu'elle est avant tout relationnelle, cette orientation permet de voir dans les olympiades, mais aussi dans les universités et les compétitions entre elles, autre chose que des entités immuables : elles sont en permanence travaillées par les interdépendances entre les établissements. Si l'on s'attache ici à rendre raison de ce qui se produit dans un univers de compétition national particulier, la perspective de cet article ne considère cependant pas cet espace et, plus généralement, les secteurs universitaires comme des isolats coupés de leur environnement. Ils sont en relation non seulement avec l'espace international (par des effets de hiérarchisation issus des classements mondiaux ou de circulation de modèles, Paradeise et Filliatreau, 2016 ; Popp Berman et Paradeise, 2016 ; Musselin, 2018), mais aussi avec d'autres sphères sociales.

Ces secteurs différenciés, dont la multiplicité constitue le tissu de la plupart des sociétés contemporaines, sont à la fois imbriqués les uns dans les autres et dotés de logiques sociales propres. La perspective de cet article consiste à prendre au sérieux les spécificités de ces logiques. C'est ce que nombre d'auteurs tendent néanmoins à occulter, par exemple en surimposant à l'idée de champ l'image du marché (Marginson, 2006). Cette image, en dépit de son succès social, n'est au mieux qu'une métaphore de portée limitée pour expliquer les comportements et stratégies des acteurs des espaces universitaires (Vinokur, 2012). S'il arrive ainsi que le prix compte – on pense aux établissements de faible réputation cherchant à attirer les étudiants par des frais d'inscription modiques –, il n'en est que marginalement le principe régulateur.

Notre démarche doit également être clarifiée au regard des approches des champs plus ou moins inspirées par les travaux de Pierre Bourdieu (Bourdieu, 1971 et 1992 ; Fligstein et McAdam, 2012 ; Münch, 2019). Elle ne conçoit pas les champs comme des univers sociaux où un consensus serait largement partagé entre les acteurs, y compris sur la valeur du jeu (*illusio*). Elle ne considère pas davantage que les logiques sociales d'un champ donné ou les actions et perceptions de ses acteurs sont déterminées par un « besoin », une « fonction » ou un « enjeu » central spécifique à ce champ (Dobry, 1986 et 2015 ; Martín-Criado, 2008), par exemple, pour les secteurs universitaires, le monopole de l'autorité scientifique. On verra, en effet, avec le cas russe, combien les enjeux qui ont du sens pour les acteurs, lorsqu'ils s'investissent dans les olympiades, sont multiples et hétérogènes. Au lieu de présupposer une stabilité des rapports de pouvoir, des hiérarchies de positions, des clivages internes aux champs et de leurs frontières institutionnelles, notre perspective s'attache à montrer que les champs et les acteurs connaissent des transformations sous l'effet des luttes, mobilisations et compétitions, notamment autour de la définition des frontières de ces espaces différenciés (Dobry, 1986 ; Abbott, 2005). Enfin, si cette perspective cherche à identifier ce que P. Bourdieu appelle les « effets de champ » (Bourdieu et Wacquant, 1992), elle ne postule pas pour autant que ces effets passent nécessairement sur un mode non conscient par l'intermédiaire des dispositions à agir (ou *habitus*) des acteurs.

Les effets de champ qui nous permettront de rendre compte des processus ayant abouti au succès des olympiades sont d'un autre ordre : davantage que d'éventuelles régularités dans les actions individuelles, ils concernent les transformations des interdépendances entre établissements et des procédures institutionnelles à l'œuvre dans l'espace universitaire russe. En ce sens, la perspective adoptée se rapproche des questionnements issus des conceptions du « champ organisationnel » esquissées par Paul DiMaggio et Walter Powell (1983). Nous analyserons plusieurs de ces effets de champ, dont la superposition a structuré la trajectoire des olympiades depuis le début des années 2000.

Le premier réside dans le réinvestissement par un groupe restreint de grandes universités de la forme « olympiade » face aux projets de réformes entreprises par l'État fédéral, dont elles étaient l'une des principales cibles, c'est-à-dire dans la façon dont ces acteurs, pris dans les logiques sociales de leur univers, ont partiellement dévié et « cannibalisé » une pression externe intervenant dans leur champ (deuxième partie). Un autre effet correspond à la prolifération des olympiades à une échelle inattendue : profitant du succès des établissements d'élite, d'autres catégories d'établissements, moins prestigieux, s'engouffrent à leur tour dans le jeu des olympiades afin de se maintenir dans une compétition désormais accentuée par les réformes. À l'examen, cet effet de champ se révèle cependant plus complexe, car l'opportunité représentée par les olympiades se mue rapidement en une contrainte qui affecte l'ensemble des acteurs du champ de diverses manières (troisième partie). L'émergence d'une canalisation et d'un contrôle des olympiades constitue un effet de champ différent : il prend la forme d'une institutionnalisation inédite d'appuis mutuels entre certains acteurs du système universitaire, qui se font les porte-parole des établissements d'élite, et les autorités fédérales, que ces acteurs réussissent à rallier à leur cause. Les uns et les autres cherchent ainsi à conjurer les risques associés à l'inflation des olympiades. Mais, ici encore, le champ exerce un effet de diffraction : si le contrôle des olympiades renforce la position des grands établissements, il débouche également sur une hiérarchisation des universités qui ne correspond pas aux visées des autorités fédérales et tend, à l'encontre de ces visées, à affirmer une relative autonomie de l'espace universitaire (quatrième partie). Le « petit objet » que sont les olympiades permet ainsi d'entrevoir combien les jeux sociaux dans la Russie actuelle peuvent être en décalage avec l'image d'une restauration de la « verticale du pouvoir » revendiquée par les plus hauts responsables de l'État fédéral. Afin de saisir pleinement la portée de ces transformations, il nous a paru utile de retracer, pour le lecteur non spécialiste de la Russie, l'évolution du système d'enseignement supérieur depuis la période soviétique et la place qu'y ont occupé les olympiades (première partie).

#### Encadré 1 : *Méthode*

Plusieurs types de sources ont été mobilisés. Il s'agit, d'abord, de documents du ministère en charge de l'Enseignement supérieur<sup>1</sup> : réglementations, littérature grise et données statistiques. Sauf indication contraire, ces dernières proviennent de trois séries de publications annuelles : *Obrazovanie v Rossijskoj Federacii* pour les années 2007-2013, *Indikator obrazovaniâ* pour 2007-2018, publiées par le Haut collège d'économie à partir de données ministérielles, et la série VPO-1, pour la période 2013-2019, publiée par le ministère lui-même<sup>2</sup>. Nous nous appuyons, ensuite, sur des documents de l'Union des recteurs de Russie<sup>3</sup>, association responsable, entre autres, de la régulation d'une partie des olympiades. Cette importante documentation a été complétée par des entretiens approfondis réalisés de 2013 à 2016 dans le cadre d'une recherche plus générale sur les transformations de l'enseignement supérieur russe (n = 135). Ils ont été conduits auprès d'administrateurs d'université et d'enseignants de vingt-sept établissements de sept villes (Moscou, Irkoutsk, Rostov-sur-le-Don, Samara, Tver, Ekaterinbourg et Arkhangelsk), de responsables de l'administration fédérale, de chercheurs et d'experts. Notre intérêt pour les olympiades n'ayant émergé qu'au cours de l'enquête, les données les concernant n'ont été recueillies que pour vingt-trois des vingt-sept universités et, en raison de la perspective propre à notre projet – focalisée en particulier sur les perceptions et l'action des directions d'université face aux

<sup>1</sup> Ce ministère a changé plusieurs fois de nom au cours de la période étudiée : il s'appelle « ministère de l'Éducation » de 1999 à 2004, « ministère de l'Éducation et de la Recherche » de 2004 à 2018 et « ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur » depuis 2018.

<sup>2</sup> On trouvera ces séries sur les sites : <https://www.hse.ru/primarydata> ; <https://minobrnauki.gov.ru/action/stat/highed/>.

<sup>3</sup> Les recteurs sont les équivalents des présidents d'université en France, et l'Union des recteurs de Russie de la Conférence des présidents d'université.

réformes –, cette question a été abordée principalement avec des administrateurs d'établissement (vice-recteurs, doyens, vice-doyens de faculté et directeurs de service)<sup>4</sup>. Du fait du contexte politique propre à la Russie contemporaine, les entretiens ont été anonymisés. Enfin, nous avons abondamment utilisé la documentation provenant de chacune de ces universités (ainsi que d'autres établissements), notamment à partir de leurs sites internet, la presse spécialisée, les publications syndicales et la presse généraliste.

## L'évolution du système universitaire russe

Un aperçu du système d'enseignement supérieur en Russie à l'époque soviétique et des transformations qu'il a subies avec l'effondrement de l'URSS permet de rendre intelligible la place des olympiades.

### *Un système au service de la production industrielle*

Le système universitaire soviétique présente une série de spécificités. La première a trait au nombre d'établissements. Leur essor le plus significatif intervient dans les années 1930 où les EES existants sont scindés – leur nombre est multiplié par cinq (cf. graphique 1 en annexe) – et rattachés, au nom des besoins de l'industrialisation, aux diverses branches de l'économie (David-Fox, 2000). Jusqu'en 1990, la Russie comptera entre 400 et 500 EES, soit une quarantaine d'universités « classiques » (*i.e.* pluridisciplinaires)<sup>5</sup> et des « instituts » plus étroitement spécialisés. Tous sont publics. Le ministère chargé de l'Enseignement supérieur, s'il édicte les règles générales de fonctionnement, n'exerce de tutelle directe que sur les « universités classiques » et les instituts de formation des maîtres. Tous les autres EES dépendent des ministères de branche, qui luttent pour conserver ces producteurs de diplômés dans une économie en proie aux pénuries de main d'œuvre qualifiée (David-Fox, 2000). La nomination des recteurs fait partie des prérogatives des tutelles. Le Parti communiste (PCUS) exerce, quant à lui, un contrôle politique, notamment lors de la nomination des recteurs, doyens de faculté, chefs de chaire<sup>6</sup> et professeurs.

Le prestige des établissements se mesure surtout à l'aune de leur proximité avec certaines branches « stratégiques » de l'économie (comme le nucléaire et le spatial après la Seconde Guerre mondiale) et de leur implication dans la recherche. Certains, comme les Universités d'État de Moscou (MGU), de Leningrad et de Novossibirsk, l'Institut de physique et de technologie de Moscou (MFTI ou « Fizteh ») ou l'Institut d'ingénierie et de physique de Moscou (MIFI)<sup>7</sup>, font de la recherche de haut niveau, mais ce sont des exceptions. La recherche, qui se concentre principalement dans les instituts de l'Académie des sciences et des ministères de branche, constitue en fait un univers distinct des universités. Cette séparation aura des effets durables sur la délimitation des frontières du champ universitaire.

Le financement récurrent de l'État, reconduit d'année en année, dépend de la place des EES dans le système de planification de l'économie et de leur prestige. Cependant, en dépit de son caractère étatisé, l'enseignement supérieur n'est pas entièrement financé par l'État : participent à ce financement aussi bien les droits d'inscription payés, à certaines périodes, par les étudiants que les commandes de R&D des entreprises.

Une autre particularité est bien mieux connue : au lendemain de la Révolution de 1917, le nouveau pouvoir bouleverse les règles de recrutement des étudiants. L'enjeu n'est pas seulement d'effacer les

---

<sup>4</sup> Notons que les universités privées étant peu nombreuses à organiser des olympiades régulières, il sera ici question essentiellement des établissements publics.

<sup>5</sup> Si le terme « université » a ce sens étroit en russe, nous l'utiliserons, dans la suite de l'article, comme équivalent d'établissement d'enseignement supérieur.

<sup>6</sup> Directeurs de départements au sein des facultés.

<sup>7</sup> Voir en annexe la liste des universités citées.

inégalités sociales, mais de les inverser. Ouvriers et paysans ont ainsi accès à des « facultés ouvrières » (*rabfak*), créées en 1919 au sein des EES pour les préparer à l'entrée à l'Université. Les enfants de l'« intelligentsia bourgeoise » sont, eux, soumis à des droits d'inscription à partir de 1921, voire renvoyés des universités (Lewin, 1987, p. 134). Ces discriminations sont levées en 1931 et la gratuité de l'enseignement supérieur pour tous décidée en 1936 afin de réduire les pénuries de main d'œuvre qualifiée au moment de l'industrialisation. À l'inverse, à l'approche de la guerre en 1940, les droits d'inscription sont rétablis pour inciter les jeunes à travailler dans l'industrie. D'un montant élevé (30-40% du salaire moyen annuel), ils frappent alors *tous* les étudiants (avec un système de bourses pour les plus démunis) (Inkeles, 1950). Ce n'est qu'en 1956 que Khrouchtchev réinstaura la gratuité. Il entreprend aussi de « prolétarianiser » l'enseignement supérieur, en réhabilitant les *rabfak* (supprimées en 1941) (Coumel, 2014 ; Matthews, 1982). L'enseignement supérieur connaît deux périodes de massification : l'une, entre 1957 et 1991, où les effectifs doublent, l'autre, entre 1995 et 2008, où ils triplent presque. Cette tendance s'inversera à partir de 2008 avec l'entrée de générations creuses (-46% entre 2008 et 2019) (*cf.* graphique 2 en annexe).

Ajoutons que, jusqu'en 2009, les EES jouissent d'une prérogative étonnante : la sélection des étudiants n'est pas centralisée, mais organisée localement sur concours par les universités elles-mêmes. Elles bénéficient ainsi d'une grande latitude pour choisir leurs recrues et sont, de surcroît, peu en compétition les unes avec les autres, puisque les candidats ne peuvent passer qu'un concours par an. Comme on le verra, cette situation sera remise en cause dans les années 2000.

### ***La quête des élèves doués par les olympiades***

Les olympiades sont, elles aussi, une particularité du système soviétique. Si des concours similaires existent dans d'autres pays, nulle part ils ne revêtent une telle importance : la fascination de la société russe pour les élèves « doués » y a certainement sa part<sup>8</sup>. Les prémices apparaissent à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, lorsque la Société d'astronomie de l'Empire russe et l'Université de Moscou Lomonossov (MGU) organisent le tout premier concours pour lycéens. Dans les années 1930, trois universités de renom – MGU, Universités de Leningrad et de Kiev – reprennent le flambeau en mettant sur pied des compétitions annuelles par discipline en mathématiques, physique et chimie (Olinec, 2017). Après la Seconde Guerre mondiale, le mouvement s'étend à d'autres villes (Kukushkin, 1996). Les olympiades sont investies d'une nouvelle préoccupation avec la réforme de 1958 visant à « prolétarianiser » les EES. Des établissements de pointe (MFTI, MGU, Université d'État de Novossibirsk) s'en emparent alors pour constituer des viviers d'élèves susceptibles d'être recrutés (Coumel, 2014). La plus grande transformation survient toutefois en 1964, lorsque l'État regroupe sous son aile l'ensemble des olympiades pour en faire un seul concours national de masse, baptisé « Olympiade pansoviétique des élèves ». Si les universités perdent la maîtrise des olympiades, les plus prestigieuses restent associées à la conception des épreuves de l'Olympiade pansoviétique. Celle-ci vise, par écrémages successifs, à repérer les meilleurs élèves, qui reçoivent une distinction honorifique (sans toutefois leur assurer de place à l'Université).

En 1992, l'Olympiade se morcelle en autant de pays issus de l'Union soviétique. En Russie, l'« Olympiade (désormais) panrusse des élèves » (*Vserossijskaâ olimpiada škol'nikov*) coexiste avec des olympiades conçues et portées par des universités. Les toutes premières sont investies par des établissements, tant renommés que modestes, formant à des professions désertées par les étudiants en raison de salaires trop bas (ingénieurs, enseignants). Face à un système de recrutement national qui s'est tari sous l'effet de l'effondrement de l'État fédéral et du repli des régions sur elles-mêmes, ils savent ne plus pouvoir compter que sur leurs propres forces pour attirer les étudiants et utilisent les olympiades afin de constituer des bassins de recrutement. Comme on le verra, la génération suivante

---

<sup>8</sup> À partir des années 1930 et surtout de la guerre froide, l'Académie des sciences et quelques EES d'élite créent des cercles parascolaires, des écoles d'été, des lycées spécialisés en mathématiques et en physique et des olympiades destinés à repérer les enfants « doués » et « surdoués » (*cf.* Lunâkova 2012).

d'olympiades sera, elle, intimement liée aux réformes des années 2000 et prendra des proportions plus imposantes.

L'Olympiade panrusse sert de modèle canonique à toutes les autres olympiades. Aussi retracer ses principes d'organisation permet-il de mieux cerner ce que sont les olympiades de manière générale. Comme le Concours général en France, elle comporte un bouquet de concours indépendants les uns des autres dans une vingtaine de matières, qui vont des sciences dures (mathématiques, physique, chimie, astronomie, biologie, technologie, écologie et informatique) aux sciences humaines et sociales (géographie, littérature, étude de la société, histoire, droit, art, économie, russe et langues étrangères) en passant par la culture physique. Ouverte à tous les élèves de la sixième à la terminale<sup>9</sup>, l'Olympiade panrusse se compose, pour les trois dernières classes de lycée seulement, de quatre étapes égrenées tout au long de l'année, au cours desquelles la sélection est particulièrement féroce : entre les deux dernières étapes, les effectifs fondent en effet de 96%, passant, en 2018, de 129 237 à 5517 participants (RUDN et INPO, 2018, p. 4, p. 60). Les gagnants (*olimpiadniki*) se divisent en deux catégories hiérarchisées : les lauréats (*pobediteli*), au nombre de 377 en 2018, et les médaillés (*prizëry*), au nombre de 1908. Leur part totale, depuis 2009, ne peut excéder 45% des finalistes (8% pour les lauréats). Ils reçoivent un diplôme, un prix du gouvernement, mais surtout le droit de s'inscrire dans la filière correspondant à la matière de l'Olympiade *dans l'université de leur choix, sans passer d'épreuves* dans la matière (notamment celle du baccalauréat), tout en bénéficiant d'une place « budgétaire ». Les places budgétaires, attribuées sur critères académiques, sont prises en charge par l'État et gratuites pour les étudiants qui en bénéficient. Un tel privilège, inexistant du temps de l'URSS, change la donne.

Comme son prédécesseur, l'Olympiade panrusse est habitée par le souci de repérer et de promouvoir les élèves précoces, qui peuvent se présenter à un concours d'une classe supérieure à la leur et, en cas de succès, bénéficier d'une place à l'Université qui leur est réservée pendant quatre ans.

### ***Les transformations structurelles des années post-soviétiques***

À partir des années 1980, plusieurs des particularités examinées plus haut s'estompent. Avec la perestroïka (1986-1991), les recteurs ne sont plus nommés par leur tutelle, mais directement élus par leur établissement. La forte spécialisation des instituts s'atténue : dans les années 1990, ils s'ouvrent à de nouvelles disciplines pour mieux s'adapter à la demande (cf. *infra*). Et, dans les années 2010, nombre d'entre eux fait l'objet de regroupements décidés par les autorités centrales afin de constituer des établissements plus gros sur le modèle des universités « occidentales »<sup>10</sup>, si bien que le nombre d'EES publics passe de 660 en 2008 à 495 en 2019 (cf. graphique 1). Enfin, si le nombre d'EES privés connaît une rapide croissance dès leur apparition en 1993 (ils représentent 42% des EES en 2008, puis refluent à 32% en 2019), ils n'attirent qu'une minorité d'étudiants (17% en 2008 et 8% en 2019). Leur faiblesse tient en partie à la fragilité de leur corps enseignant : en 2019, la part des vacataires qui y travaillent (souvent des enseignants des EES publics) est deux fois plus importante par rapport à leurs effectifs de permanents que dans les établissements publics. Le système universitaire compte aujourd'hui au total 724 EES.

L'intelligibilité de la résurgence des olympiades suppose également de revenir sur un autre aspect des changements des années 1990. La disparition du régime soviétique entraîne celle d'instances de centralisation telles que le PCUS et la planification, tandis que la crise économique qui frappe le pays empêche le jeune État fédéral russe de subvenir minimalement aux besoins des services publics. L'effondrement des dépenses de l'État par étudiant (-70% en termes réels entre 1990 et 1997, cf. Kláčko et Roždestvenskaâ, 1999, p. 5) contraint les universités à trouver par elles-mêmes des

---

<sup>9</sup> Nous indiquons l'équivalent des classes françaises. Environ 40% des effectifs du secondaire général, soit 5,8 millions d'élèves, participent à la première étape (RUDN ET INPO, 2018, p. 4, p. 60).

<sup>10</sup> Ce mouvement de fusions, qui révèle un isomorphisme institutionnel, s'observe en réalité dans tous les systèmes universitaires.

ressources alternatives. Aidées par l'arrivée des générations pleines (cf. graphique 2), elles font payer des droits d'inscription à une partie des étudiants (ceux-ci représentent le tiers des effectifs des EES publics en 2000 et la moitié depuis 2006), créent des antennes dans d'autres régions, des établissements privés, louent leurs locaux à des entreprises, organisent des préparations payantes aux concours d'entrée. La concurrence pour attirer les étudiants payants s'intensifie et nombre d'EES ouvrent de nouvelles filières bénéficiant d'une forte demande (en droit, économie et gestion) ou intègrent des établissements de niveaux d'enseignement inférieurs afin de se constituer une clientèle captive en amont (Adrian, Robin et Vinokur, 2001). Enseignants et administrateurs coopèrent ainsi pour maintenir à flot leurs établissements. Cet effort collectif de survie reconfigure en partie les rapports sociaux au sein des universités et fait émerger des *communautés de débrouillardise* où apparaissent des formes inédites de solidarité (Sigman, 2016).

Ces divers processus distendent les liens entre les universités et leurs tutelles. Plutôt bienveillantes, celles-ci ferment les yeux sur les agissements parfois illicites des établissements (lorsqu'ils dépassent le quota de 25% de places payantes autorisé par la loi dans les filières les plus demandées, ne paient pas tous leurs impôts ou engagent des dépenses sans leur autorisation).

## Les olympiades contre les réformes

C'est à cette autonomie et aux communautés de débrouillardise que s'attaque le nouveau pouvoir sous la présidence de V. Poutine par une série de réformes. L'une d'elles – l'introduction d'un « examen unique d'État », qu'on appellera ici « baccalauréat » – permet de comprendre le regain d'intérêt pour les olympiades. Ce renouveau constitue sans aucun doute un « effet de réfraction » (Bourdieu, 1992), au sens où le champ universitaire retraduit et dévie une composante des réformes entreprises par l'État fédéral vers quelque chose d'inattendu. Mais la mobilisation des établissements par laquelle cette retraduction s'est produite est, elle aussi, entièrement dépendante de la structuration de l'espace universitaire. Ce sont en effet la hiérarchie des EES et les asymétries de leurs relations qui permettent et façonnent simultanément cette mobilisation et la vigueur qui l'a marquée.

### *Le retour de l'État*

L'introduction du baccalauréat représente l'un des éléments-clés des réformes impulsées par le nouveau pouvoir central. Jusqu'alors, on l'a vu, les EES organisaient leurs propres concours d'entrée et sélectionnaient leurs recrues dans un système relativement cloisonné. L'« examen unique d'État » (ou EGE), qui intervient à la sortie du secondaire, ressemble au baccalauréat français (cf. encadré 2). Présenté comme homogène, transparent et « moderne », il est appelé à remplacer les concours d'entrée par établissement qui constituent, aux yeux de ses promoteurs, un système de sélection archaïque. Il est également censé rendre plus rationnelle la répartition géographique des étudiants. Expérimenté dès 2001 dans trois régions (sur les 89), il en gagne rapidement de nouvelles (61 en 2004). Si, au-delà des trois premières, l'expérimentation est volontaire de la part des EES et ne s'applique qu'à une partie réduite de leur recrutement, son expansion dans le pays donne une forte crédibilité à la mise en œuvre de la réforme. Le recrutement par le EGE sera imposé à tous les EES en 2009.

#### Encadré 2 : *L'examen unique d'État (EGE)*

Comme le baccalauréat français ou le Gaokao chinois (Sidel, 1982), le EGE (*edinyj gosudarstvennyj ekzamen*) consiste à administrer les mêmes épreuves à tous les élèves de terminale de l'enseignement secondaire général, exercice complexe puisque la Russie compte neuf fuseaux horaires. Il se distingue toutefois du baccalauréat français à deux égards : il ne s'agit pas d'un diplôme (sa validité est limitée à cinq ans) et la plupart des épreuves se présentent sous forme de questions à choix multiples (QCM). Sous les feux de la critique, le ministère a toutefois diversifié davantage les épreuves<sup>11</sup>. Tous les élèves doivent passer l'examen de russe, auquel s'ajoutent deux ou trois épreuves parmi treize matières : mathématiques, histoire, étude de la société,

<sup>11</sup> « Sočinenie vozvrašaetsâ », *Rossijskaâ gazeta*, 10/1/2014.

littérature, physique, informatique, chimie, biologie, géographie, anglais, allemand, français et espagnol. En fonction de la formation supérieure visée, deux épreuves ou plus s'imposent, l'une en vertu d'un arrêté ministériel, les autres en fonction des recommandations des EES. Chaque matière est notée sur 100, ainsi que la moyenne générale du candidat, qui détermine sa position dans la course aux places à l'Université<sup>12</sup>. Les bacheliers peuvent présenter leur dossier dans cinq établissements et trois filières différentes (dix depuis 2020) à chaque fois. Les meilleurs obtiennent une place « budgétaire », tandis que les autres doivent s'acquitter de droits d'inscription, dont le montant est fixé par les universités en accord avec la tutelle.

Bien avant sa généralisation, les établissements comprennent que la réforme les dépossèdera complètement de la sélection des étudiants : ils devront dorénavant inscrire les bacheliers par ordre de classement au EGE. Et ce sont désormais les lycéens, autorisés à se présenter dans plusieurs établissements à la fois, qui choisiront leur université, pour peu que leurs résultats le leur permettent.

Si les EES ne sont pas pareillement préoccupés par la réforme du baccalauréat – les grands établissements le sont au premier chef –, tous en revanche tendent à y voir l'indice d'une mise en cause de leur autonomie et, au-delà, de celle du secteur universitaire tout entier. Cette perception s'explique par l'ensemble des réformes alors entreprises par l'État central. L'offensive de ce dernier est justifiée par un diagnostic établi à l'arrivée au pouvoir de V. Poutine : celui d'un déclassement général de la Russie à l'échelle internationale et du décrochage de son système éducatif. Des experts de l'Administration présidentielle décrivent un enseignement supérieur faible et un corps enseignant « démoralisé », vieillissant et peu attractif pour les jeunes (Glazyčev, 2004, p. 4-5). V. Poutine lui-même constate que le système d'enseignement russe, autrefois « reconnu dans le monde entier », n'est plus à la hauteur ; « c'est, affirme-t-il, la menace la plus sérieuse qui pèse sur [la] compétitivité » du pays (adresse à l'Assemblée fédérale, 5/11/2008). Si la responsabilité en est imputée à un État délinquant lors de la décennie précédente, les EES sont eux aussi décriés pour faire passer leurs intérêts étroits avant l'intérêt général. Le train de réformes lancé au milieu des années 2000 entend casser les habitudes et les féodalités pour « rationaliser » le secteur par un travail d'homogénéisation, de classement et d'évaluation et mettre les universités en compétition les unes avec les autres. La rente pétrolière, apparue en 2004, procure au gouvernement fédéral les moyens de réinvestir le secteur : ses dépenses pour l'enseignement supérieur augmentent de 140% en termes réels de 2004 à 2009<sup>13</sup>, avant de s'infléchir.

Le gouvernement s'emploie d'abord à établir une nouvelle hiérarchie des universités en faisant émerger, entre 2006 et 2015, notamment par l'organisation de concours, quarante-cinq « champions nationaux » (8% des EES publics). Labellisés « Universités fédérales », « Universités nationales de recherche », « Complexes uniques d'enseignement et de recherche » ou lauréats du concours « 5-100 »<sup>14</sup>, ces champions bénéficient de financements complémentaires substantiels. Une centaine d'universités moyennes jouissent, elles aussi, d'une aide supplémentaire de l'État, tandis que les autres (70%) n'ont droit qu'aux dotations ordinaires, souvent très modestes, voire, si l'on en croit leurs responsables, insuffisantes pour couvrir les dépenses courantes. Il s'agit également de transformer radicalement le mode de financement récurrent des EES pour le moduler en fonction de leurs performances. Après avoir testé un temps le modèle anglais des *vouchers* où « l'argent suit l'élève », le ministère de l'Éducation et de la Recherche se tourne, en 2012, vers un système d'appel d'offres par lequel il répartit le nombre de places « budgétaires » entre EES en fonction de leurs résultats, chaque place équivalant à un montant forfaitaire. À l'heure actuelle, tous les fonds fédéraux perçus par les universités pour la formation sont répartis selon les performances<sup>15</sup>. Sachant que la recherche est massivement financée sur projets, les EES ne bénéficient quasiment plus de financement stable garanti de la part de l'État. La situation est, bien sûr, plus nuancée et le pouvoir central, qui n'est pas

<sup>12</sup> Contrairement à Parcoursup, l'algorithme prend principalement en compte les résultats du baccalauréat.

<sup>13</sup> Calcul de l'auteur à partir des annuaires statistiques cités dans l'encadré 1.

<sup>14</sup> Ce concours, organisé en 2013 et en 2015, vise à faire entrer cinq universités russes parmi les cent premières des grands classements mondiaux (Shanghai, Times Higher Education et QS) en 2020.

<sup>15</sup> Ce mécanisme rappelle le système « SYMPA » en vigueur en France entre 2009 et 2013, à la grande différence près que la part du budget allouée aux universités selon les performances était de 20% en France, alors qu'elle est de 100% en Russie.

indifférent à la survie des universités, peut leur verser des aides ponctuelles. Ce nouveau mode de financement compétitif s'appuie, enfin, sur un système d'évaluation continue, que le ministère crée en 2012 sous l'appellation de « *Monitoring* de l'efficacité ». Celui-ci joue un rôle-clé dans l'attribution des places budgétaires. En intégrant à ses indicateurs la moyenne au baccalauréat des étudiants de première année de chaque université, le *Monitoring* promeut le EGE au rang de repère central pour le ministère, les élèves, leurs parents et, bien entendu, les universités elles-mêmes. La presse et les sites internet spécialisés n'hésitent d'ailleurs pas à l'utiliser pour les classer<sup>16</sup>. L'autre usage, non moins important, du *Monitoring* est de permettre au ministère d'éliminer les universités qui présentent de mauvais résultats en les regroupant avec d'autres ou en les fermant.

### ***Les olympiades comme riposte des grandes universités***

Dès les premières expérimentations en 2001, le EGE suscite l'inquiétude des universités d'élite, qui redoutent de perdre le contrôle du recrutement et rechignent à se voir comparées entre elles dans un système d'équivalence générale : en plus de leur autonomie, la réforme menace ouvertement leur statut dans leur champ. D'où la rapidité et la vigueur de leur mobilisation, dans laquelle elles parviennent à entraîner d'autres établissements. Les recteurs des universités d'élite, MGU en tête, dénoncent le EGE comme une source potentielle de corruption dans le système éducatif et de conformisme pour les élèves. Incapable de repérer les meilleurs lycéens, il ne peut, selon eux, que dévaluer le recrutement. Les écoles d'ingénieurs soulignent que ceux qui ont les meilleures notes au EGE ne sont pas toujours les plus inventifs, les écoles d'art se désolent de devoir admettre des étudiants n'ayant passé aucune épreuve artistique au baccalauréat<sup>17</sup> et le recteur du MGU prévient dès 2003 qu'il est « hors de question » que son université s'en tienne au seul EGE comme mode de sélection<sup>18</sup>.

La mobilisation se cristallise rapidement autour de deux enjeux : d'une part la sauvegarde des concours propres aux établissements, d'autre part le réinvestissement de la forme « olympiade ». Si, en 2009, vingt-quatre établissements de pointe – dont le MGU, l'Université d'État de Saint-Petersbourg, le MGTU Bauman, l'Académie de finances, l'Institut d'État de Moscou des relations internationales (MGIMO) ou encore le Haut collège d'économie, pourtant ardent défenseur du EGE<sup>19</sup> – semblent parvenir à conserver leurs concours d'entrée particuliers, la victoire est cependant de courte durée, le EGE s'imposant à toutes les universités au bout de deux ou trois ans. Les EES d'élite réussissent malgré tout à arracher *in fine* la possibilité de faire passer des épreuves supplémentaires au EGE conçues par eux, privilège qu'elles parviennent à étendre aux universités de culture et de sport. Mais ce réaménagement, qui concerne au total une centaine d'EES, les laisse insatisfaits, les résultats du EGE restant prépondérants dans le classement des élèves lors de l'admission.

C'est avec les « olympiades » que la mobilisation remporte son plus vif succès. Le recours à cette vieille forme institutionnelle offre à la résistance des EES d'élite un terrain particulièrement favorable. D'abord, parce que les olympiades s'ancrent dans une vision méritocratique du recrutement qui bénéficie, en Russie, d'une forte légitimité depuis des décennies. La quête des élèves supposés doués est perçue par les défenseurs des olympiades comme un argument de poids dans leur combat. Ils opposent ainsi le EGE, tout juste bon à contrôler les connaissances de la masse, aux olympiades, taillées pour trouver les perles rares aux « connaissances et à la créativité hors du commun »<sup>20</sup>. Face à une procédure de baccalauréat affichée comme « moderne » et arrimée à l'imaginaire du marché, les

<sup>16</sup> Voir, par exemple, le « *monitoring* de la qualité des admissions » réalisé par le Haut collège d'économie (<https://ege.hse.ru/>).

<sup>17</sup> Entretiens avec P.S., responsable de l'Université technique d'État de Moscou (MGTU) Bauman (10/6/2009), et R.T., haut responsable du Conservatoire de musique Tchaïkovski de Moscou (27/2/2013).

<sup>18</sup> « Pochemu Sadovničij protiv EGE ? », 16/6/2003, [https://www.msu.ru/press/smiaboutmsu\\_arch/pochemu\\_sadovnichiy\\_protiv\\_ege.html](https://www.msu.ru/press/smiaboutmsu_arch/pochemu_sadovnichiy_protiv_ege.html).

<sup>19</sup> « Vuzy sdali vystupitel'nyj ekzamen. Vystupleniâ rektorov protiv EGE priverli k častičnoj kapitulácii Minobrnauki », *Kommersant*, 4/12/2008.

<sup>20</sup> Entretien avec S.U., directeur de service, Université des voies de communication de Moscou (MIIT), 22/4/2013.

grands établissements parviennent ainsi à affirmer une définition de l'excellence scolaire très différente, ancrée dans une vision bien plus « particulariste » et centrée sur les disciplines et les identités des établissements. Terrain favorable ensuite, parce que la forme « olympiade » bénéficie d'un précédent de bon augure : on se souvient que les grandes universités s'en étaient emparées sous Khrouchtchev et qu'elle s'était alors révélée une arme efficace. Cette forme est réinvestie par des universités anciennes, mais aussi par certains « nouveaux prétendants » de création plus récente, comme le Haut collège d'économie (fondé en 1992), qui en comprennent immédiatement l'intérêt.

Au-delà de ce terrain, la vigueur de la mobilisation renvoie fondamentalement à la structure du champ universitaire. Si un nombre conséquent d'universités soutient la contestation, ce sont les grands établissements, de loin les plus prestigieux, qui en assument les coûts. L'espace de cette mobilisation n'est pas sans analogie avec la situation des « groupes privilégiés » étudiés par Mancur Olson (1971, p. 34, p. 50) où, pour obtenir un bien, quelques « gros » membres sont prêts à en assumer *seuls* les coûts. Il se pourrait d'ailleurs que cette structure inégalitaire et asymétrique soit, en tant que particularité de ce champ, un élément qui contribue à son autonomie. Les universités d'élite sont d'autant plus enclines à endosser la charge de la mobilisation qu'elles bénéficient d'une forte légitimité à la fois interne et externe à leur champ. Certaines disposent depuis des décennies de puissants appuis dans d'autres secteurs : le MGTU Bauman dans le complexe militaro-industriel, le MGIMO au ministère des Affaires étrangères ou encore le MIFI dans l'industrie nucléaire. Notons, par ailleurs, que les universités qui se mobilisent sont aussi celles qui sont le plus financées par l'État. Autrement dit, et à rebours de ce que suppose parfois la théorie de la « dépendance aux ressources » (Pfeffer et Salancik, 2003 ; Slaughter et Leslie, 1997), contrôler une part très importante de leurs ressources ne suffit pas à l'État à s'assurer de leur obéissance ni à maîtriser leur champ.

La vigueur de la mobilisation est telle que les grands EES obtiennent en 2008 un compromis : ils sont autorisés à recruter une partie de leurs étudiants *via* les olympiades en contrepartie de l'abandon de leur fronde contre le EGE (Poležaev *et al.*, 2010). Le ministère peut ainsi imposer sa réforme en concédant son contournement partiel, et les universités préserver en partie leur liberté de recrutement grâce à l'institutionnalisation des olympiades, qui donnent désormais accès à des places budgétaires.

Les olympiades que les établissements d'élite mettent en place tendent à reproduire la forme de l'Olympiade panrusse des élèves. Non sans une confusion possible et sans doute volontaire, elles se baptisent « olympiades des élèves » (*olimpiady škol'nikov*). Ce label donne lieu à une homologation du ministère qui permet aux EES organisateurs d'accorder des privilèges aux lauréats et médaillés lors de leur admission dans le supérieur (possibilité de les inscrire sans leur faire passer d'épreuves supplémentaires au EGE, généralement obligatoires pour entrer dans une université d'élite, ou en leur attribuant la note de 100/100 au EGE ou à l'épreuve supplémentaire dans la matière de l'olympiade, quelle que soit la note réellement obtenue), qui rappellent ceux de l'olympiade étatique. Comme l'Olympiade panrusse, certaines de ces olympiades couvrent une vingtaine de matières et se déroulent à l'échelle du pays. Elles s'en distinguent néanmoins sous plusieurs aspects : elles ne comportent que deux étapes, ne concernent généralement que les dernières classes du lycée, présentent un éventail de matières plus large (sécurité informatique, robotique) et remplissent trois fois plus de places budgétaires que l'Olympiade panrusse (*cf.* tableau 2 ci-après). Tous les concours sont hiérarchisés en trois niveaux (nous y reviendrons). Enfin, l'État fédéral ne participe ni à leur financement ni à leur organisation, qui reposent sur les seuls EES, parfois épaulés par des collectivités territoriales, des instituts de recherche ou des entreprises.

## **Les olympiades en tant que contrainte**

À compter de la seconde moitié des années 2000, les olympiades connaissent une formidable expansion qui déborde désormais amplement l'univers des établissements d'élite : de nombreuses universités situées vers le milieu de la hiérarchie universitaire leur emboîtent le pas en créant une multitude d'olympiades, sans doute encore plus nombreuses que les « olympiades des élèves ». Émerge ainsi une forme d'isomorphisme mimétique où les établissements « moyens », face aux

incertitudes créées par les réformes, tendent à reproduire ce que font les organisations de leur champ perçues comme plus légitimes ou centrales (DiMaggio et Powell, 1983). Le succès remporté par les grands EES leur montre que les olympiades pourraient devenir, pour eux aussi, une ressource précieuse dans la compétition d'autant plus accessible que son coût politique a déjà été supporté par d'autres. Par un phénomène de rétroaction, ce processus inflationniste contribue, à son tour, au surgissement d'une nouvelle configuration du jeu et transforme les olympiades d'opportunité en contrainte s'exerçant sur l'ensemble des acteurs du champ, y compris ceux des établissements les plus prestigieux.

### *Les ressorts d'un processus inflationniste*

Mesurer avec précision le phénomène des olympiades est une tâche délicate. Il est aisé de le faire pour les olympiades agréées par le ministère (les « olympiades des élèves »). Il n'en va pas de même pour les autres. Or celles-ci, si l'on se fie à des sites non officiels<sup>21</sup>, sont désormais les plus nombreuses et semblent représenter près de 60% de l'ensemble des concours (rappelons qu'une olympiade peut comporter plusieurs concours en fonction du nombre de matières qu'elle couvre). Une telle proportion est d'autant plus impressionnante que ces olympiades n'offrent pas à leurs vainqueurs des avantages comparables à ceux des olympiades agréées, à commencer par les places budgétaires. Ainsi, en mai 2019, un site recensait 611 concours pour le seul niveau de terminale, dont 249 pour les « olympiades des élèves ». S'agissant de ces dernières, parfaitement répertoriées et dont la progression a été rigoureusement contenue (on reviendra sur ce point dans la dernière partie), on sait que leur nombre passe de 57 à 72 entre 2008 et 2018 et celui des EES organisateurs de 150 à 175 (soit un bon tiers des EES publics) entre 2009 et 2017 (Poležaev *et al.*, 2010 et arrêtés ministériels annuels). Évaluer le nombre de candidats qui se présentent aux olympiades n'est pas moins ardu. Si l'on s'en tient aux olympiades homologuées, leur extension disciplinaire, géographique et leur ouverture aux classes inférieures à la terminale entraîne une hausse substantielle de la participation, qui passe de 495 000 élèves en 2009 à plus de deux millions en 2016 (Poležaev *et al.*, 2010 ; Sadovničij, 2017).

Deux ressorts peuvent expliquer l'extension des olympiades à des EES extérieurs au cercle des établissements d'élite. Le premier tient à la visibilité du succès rencontré par la mobilisation des grands établissements analysée plus haut. La réussite d'une action collective, c'est-à-dire son existence même et *a fortiori* les résultats qu'elle obtient – surtout si ce succès était initialement considéré comme improbable –, tend en effet à transformer la perception que d'autres acteurs ont de l'horizon du possible (Dobry 1986 ; Kuran, 1991). C'est précisément ce phénomène qui est à l'œuvre lorsque de nombreux EES se saisissent du succès des grands établissements, sans partager pour autant les mêmes intérêts, enjeux ou objectifs. Nous verrons d'ailleurs que les grands EES ont tenté de bloquer la possibilité d'une telle « récupération » de leur action.

Le deuxième ressort devient d'emblée prépondérant. Il s'agit d'une sorte d'effet en retour du processus inflationniste lui-même, qui transforme de manière inédite la configuration du champ universitaire et la logique sociale qui lui est propre. Dans l'univers extrêmement compétitif où évoluent les EES, les olympiades deviennent, sous l'impact des usages qui en sont faits, un élément central de ce qu'on pourrait appeler la « bonne forme »<sup>22</sup> des universités, c'est-à-dire des attributs que doit posséder toute université telle qu'on se la représente communément. Autrement dit, le recours aux olympiades, d'abord apparu à nombre d'universités comme une opportunité à saisir, s'est presque immédiatement mué en une contrainte. Pour « exister » ou maintenir leur position dans le champ de l'enseignement supérieur, elles sont désormais condamnées à se couler dans cette forme en y sacrifiant des ressources et du temps. Elles le font même lorsqu'elles n'en ont pas besoin pour recruter leurs étudiants. L'Académie du FSB (héritier du KGB), par exemple, organise plusieurs olympiades homologuées, alors que, avec les débouchés professionnels qu'elle offre, elle pourrait attirer de très bons étudiants

---

<sup>21</sup> [https://olimpiada.ru/activities?type=any&class=11&period\\_date=&period=year](https://olimpiada.ru/activities?type=any&class=11&period_date=&period=year) (consulté le 13/5/2019).

<sup>22</sup> Pour un exemple stimulant d'usage sociologique de cette notion empruntée à la psychologie de la *Gestalt*, voir Luc Boltanski (1982).

sans y recourir. Les universités s'engagent également dans les olympiades lorsqu'elles savent pertinemment n'avoir aucune chance de recruter le moindre lauréat ou médaillé (près de 60% des EES organisateurs d'une olympiade agréée sont dans ce cas).

### *Les modalités de l'investissement dans le jeu*

Les modalités de participation au jeu des olympiades des établissements « moyens » sont très variables et il n'est pas possible ici de les examiner toutes<sup>23</sup>. L'une d'elles consiste à s'associer aux olympiades des universités d'élite et à afficher ainsi des connexions visibles avec ces dernières dans l'espoir de recueillir des « miettes » de leur prestige. Les EES moyens peuvent être coorganisateur à part entière ou simples « comptoirs » où se déroulent les épreuves. Le Haut collège d'économie (VŠE) s'est ainsi associé à une dizaine d'établissements de province pour organiser les concours de l'olympiade « Haut vol » à travers tout le pays. Le MGTU Bauman préfère, pour sa part, s'appuyer sur des « correspondants » locaux, qui ne sont que des exécutants dans l'administration des épreuves de son olympiade « Un pas vers le futur ». Servir de comptoir est perçu comme une marque de qualité et de distinction. Cette position permet aux EES moyens d'attirer les bons élèves susceptibles de remplir leurs places budgétaires, quand bien même ce ne sont pas avec les meilleurs élèves. « Chaque année, explique un responsable d'une université moscovite, nos olympiades figurent sur la liste [du ministère]. Quand un élève de terminale recherche un établissement, il ne consulte pas l'annuaire des universités, mais cette liste »<sup>24</sup>. De leur côté, les EES de pointe ont besoin de partenaires dans les régions pour organiser les épreuves de l'étape éliminatoire, l'étendue géographique des olympiades étant une condition d'attribution d'un niveau élevé dans le classement des olympiades. Ces relations asymétriques entre établissements, qui reposent sur des obligations et devoirs réciproques stables, s'apparentent à des liens de clientèle (Eisenstadt et Roniger, 1980). La compétition entre grandes universités pour attirer les meilleurs élèves a ainsi des effets sur la structure de la compétition entre EES moyens pour attirer les élèves moins performants : l'une des manières de se distinguer sur ce « marché secondaire » est d'avoir un pied dans le « marché primaire » réservé à l'élite.

D'autres stratégies sont également à la portée des établissements moyens. Certains organisent des olympiades, en parvenant même ici et là à les faire homologuer, sans y associer les EES les plus prestigieux, afin de se constituer des bassins de recrutement à l'abri de ces « prédateurs » qui dominent le champ. Une telle stratégie comporte néanmoins un revers : il suffit que leurs olympiades acquièrent une notoriété pour se faire immédiatement piller leurs lauréats et médaillés. Tel est le cas d'une olympiade des Universités d'État de Toula et de Tver :

« Les élèves reçus premiers partent tous à Moscou. C'est compréhensible : ils sont très bons et Moscou est si proche. Au début, nous étions très contrariés, puis nous avons compris que, sur les deux cents candidats qui se présentaient, il n'y avait qu'une petite poignée de lauréats et de médaillés. *Ceux qui ne sont pas reçus premiers, ce sont eux, nos étudiants potentiels* »<sup>25</sup>.

Signe de qualité, le pillage est parfois retourné par ses victimes comme « argument de vente » :

« Notre Centre de préparation [au EGE et aux olympiades] est de très haut niveau, explique un administrateur d'université de province. La preuve : 50% de ceux qui s'y forment entrent dans une université moscovite »<sup>26</sup>.

Notons enfin que la participation aux olympiades est susceptible de procurer des gains financiers aux universités. Les cours payants de préparation aux olympiades, souvent couplés à la préparation au EGE, représentent un marché considérable pour les EES publics. Ceux qui ne sont pas les plus attractifs sont loin d'en être exclus, car les élèves peuvent les choisir pour réduire les coûts, puis tenter

---

<sup>23</sup> Si, dans les développements qui suivent, il sera principalement question de la participation des établissements moyens aux olympiades reconnues par le ministère – ce sont celles que nous avons le mieux documentées –, ces observations concernent, *mutatis mutandis*, l'ensemble du champ et des usages qui y sont faits des olympiades.

<sup>24</sup> Entretien avec S.U., MIIT, 22/4/2013.

<sup>25</sup> Entretien avec V.Y., responsable de l'Université d'État de Tver, 13/11/2014. Souligné par nous.

<sup>26</sup> Entretien avec O.R., responsable de l'Académie d'ingénierie et de technologie de Taganrog rattachée à l'Université fédérale du Sud, Taganrog, 14/3/2014.

leur chance dans des universités et olympiades plus prestigieuses. Ce marché était évalué à 150 milliards de roubles en 2015<sup>27</sup>, estimation à prendre avec prudence mais qui, si elle est avérée, équivaut à près du tiers du budget fédéral alloué à l'enseignement supérieur.

Les cas des EES ayant choisi de se tenir à l'écart du jeu des olympiades tendent à confirmer le caractère stratégique des positionnements des universités. Ils sont avant tout le fait d'établissements qui se considèrent trop faibles ou hors-jeu : il s'agit, d'une part, d'un segment limité des universités publiques et, d'autre part, de nombreuses universités privées (seules cinq d'entre elles, dont deux appartenant à l'Église orthodoxe russe, ont des olympiades agréées). Les responsables de ces dernières sont conscients de ne pas peser lourd face aux EES publics dans la compétition pour les étudiants les meilleurs ou même les plus aisés. D'où, souvent, leur réticence à participer au jeu : « Les *olimpiadniki* empêchent les autres élèves d'entrer à l'université : j'y suis catégoriquement opposé, explique un haut responsable d'un établissement privé, pourtant de bonne réputation. De toute manière, notre université n'attire pas la crème de la société. Elle n'est même pas faite pour la classe moyenne, mais pour celle en dessous »<sup>28</sup>. Mais les auto-éliminations des EES publics tiennent aussi à des situations locales de monopole ou de quasi-monopole. Près de la moitié des universités moyennes ayant remporté un concours de l'État fédéral présentent ce profil : jouissant d'un monopole géographique, elles n'ont nul besoin de se mesurer aux autres pour attirer les bons élèves de leur région.

### ***L'emprise des olympiades sur le champ***

Les olympiades contraignent en réalité l'ensemble de l'espace universitaire. Même les établissements de premier plan, qui pourraient se contenter du EGE pour attirer les meilleurs étudiants, n'y échappent pas. Car les olympiades sont devenues un attribut incontournable de leur statut et, pour ainsi dire, de leur « devoir d'état » (Veyne, 1976, p. 340-341), une obligation à laquelle ils doivent se conformer pour maintenir leur rang. Ceux qui en ont les moyens organisent leur propre olympiade, qui permet de marquer encore mieux les distances et de tenir éloignés les établissements qui pourraient entacher leur prestige. Au sommet de la hiérarchie se trouve le MGU, qui surpasse de loin les autres universités en termes de recherche et de publications, jouit d'un prestige élevé auprès des étudiants et des universitaires et est le seul établissement russe à figurer à une place honorable dans les grands classements mondiaux. Quand les autres EES d'élite n'ont au mieux qu'une olympiade en propre, le MGU en possède deux, parmi les plus courues et avec lesquelles aucune université n'est en mesure de rivaliser.

Le plus significatif peut-être est que, dans la pratique, les olympiades n'affectent pas seulement le système de recrutement des EES d'élite et leurs meilleurs étudiants, mais bien l'ensemble du mécanisme de sélection de tous les étudiants. Qu'elles organisent ou non des olympiades, toutes les universités examinent, en effet, systématiquement les résultats aux olympiades de leurs candidats, y compris lorsqu'ils sont recrutés par la voie ordinaire du EGE. « Beaucoup de lycéens présentent un portefeuille de résultats aux olympiades, dont les établissements tiennent compte pour les départager »<sup>29</sup>, car, à dossier équivalent, ceux qui ont participé à une olympiade auront un avantage sur ceux qui se sont contentés d'avoir passé le EGE. Parce qu'elles font la différence, les olympiades sont devenues un critère majeur de sélection. Un tel succès a assurément permis aux universités d'atténuer les effets de la réforme du baccalauréat. Dans ce contexte, les élèves sont fortement incités à passer des olympiades par leurs lycées et enseignants, eux-mêmes évalués par les autorités étatiques en fonction du nombre de leurs élèves ayant remporté ces concours. En outre, les lycéens qui visent une filière sélective savent bien que le moyen le plus sûr d'y arriver est de recourir à une olympiade, tant les places laissées aux simples détenteurs du EGE sont réduites. En 2014, le Haut collège d'économie

---

<sup>27</sup> « Obhodnoj ball », *Ogonek*, 23/2/2015.

<sup>28</sup> Entretien avec Z.C., Moscou, 28/10/2014.

<sup>29</sup> Entretien avec X.Z., directeur d'un institut au Haut collège d'économie, Moscou, 25/1/2018.

n'a alloué à ces derniers que dix places budgétaires sur 167 en « mathématiques appliquées et informatique »<sup>30</sup>.

Enfin, bien au-delà du champ des universités, le renouveau des olympiades contraint l'État central lui-même : le ministère de l'Éducation les a intégrées dans sa procédure d'évaluation des universités, et le nombre d'admis issus des « olympiades des élèves » (à côté, bien sûr, de l'Olympiade panrusse) constitue désormais l'un des critères d'efficacité de son *Monitoring*. Ce statut alimente d'ailleurs à son tour la compétition entre les EES, parce que leur « performance » en la matière est non seulement affichée publiquement, mais influe sur la répartition des places budgétaires et, donc, sur le calcul des dotations publiques.

## Le succès des universités d'élite

À l'évidence, le processus de prolifération que l'on vient d'analyser a largement dérapé au regard des objectifs du groupe de grands établissements qui avaient initialement impulsé les olympiades. Leurs responsables avaient néanmoins anticipé la possibilité d'un tel effet. Grâce à leur mobilisation et à la place occupée par leurs établissements dans le champ universitaire, ils ont obtenu l'appui des responsables du ministère de l'Éducation et de la Recherche et mis préventivement en place un dispositif de régulation des olympiades. Une configuration inattendue d'échanges entre un segment du champ universitaire et les autorités fédérales a ainsi vu le jour. Que les olympiades aient massivement profité aux grandes universités est peu surprenant. Ce qui l'est, en revanche, davantage est que tous ces processus ont débouché sur l'affirmation d'une nouvelle hiérarchie des EES, de frontières internes et d'une structuration du champ universitaire concurrente de la hiérarchie dominée par les « champions nationaux » que l'État fédéral se proposait de dégager au moyen de la manne budgétaire.

### *Canaliser les olympiades*

Les grands établissements se sont souciés de distinguer leurs olympiades de celles des autres EES bien avant l'adoption définitive du EGE (on se souvient que les toutes premières olympiades étaient apparues dans les années 1990). Ils ont perçu ici un risque de « dénaturation » et de dévaluation de leurs propres concours. Leur stratégie de protection s'apparente à celle que M. Olson (1971, p. 38) attribue aux « groupes exclusifs », qui cherchent à restreindre les bénéfices de la mobilisation à leurs seuls membres.

L'inquiétude des responsables des établissements d'élite n'était certainement pas sans fondement et le demeure encore aujourd'hui. Prenons l'exemple d'un élève de terminale qui veut passer une olympiade de mathématiques : en 2020, il a le choix entre 119 concours et, s'il se limite aux « olympiades des élèves », il lui en reste encore une trentaine. Mais le risque ne provient pas seulement de la multiplication des olympiades. Il procède aussi des stratégies de brouillage des frontières entre les olympiades agréées et non agréées. Nombre d'universités peuvent ainsi, sans en avoir le droit, accorder à des lauréats et médaillés d'olympiades non homologuées des points supplémentaires lors de l'examen de leurs dossiers d'admission (cas de plusieurs universités à l'égard des vainqueurs de l'olympiade « *Ūnarmiâ* » – Armée des jeunes –, organisée par le ministère de la Défense)<sup>31</sup>, ou encore offrir aux lauréats et médaillés de leurs olympiades non agréées des passerelles pour s'inscrire directement à l'étape finale d'une olympiade homologuée à laquelle ils participent par ailleurs<sup>32</sup>. Pour tenter de se préserver de pareils brouillages, les grandes universités ont, dès 2007, créé le Conseil russe des olympiades des élèves (cf. encadré 3). Cette instance de « police » interne, tenue par une poignée d'EES d'élite et placée sous l'égide de l'Union des recteurs de Russie, dispose d'une batterie de prérogatives pour faire le tri entre les olympiades.

<sup>30</sup> « Obhodnoj ball », *Ogonek*, 23/2/2015.

<sup>31</sup> « Ot MIFI do 'Sinergii' : kakie vuzy dadut l'goty ūnarmejcem », *Eho Moskvyy*, 30/3/2019.

<sup>32</sup> « MISiS zažigaet zvezdy », <https://pedsovet.org/dnevnik/pedsovet/misis-zajigaet-zvezdy>.

### Encadré 3 : *Le Conseil russe des olympiades des élèves*

Le Conseil réunit des représentants d'EES, d'instituts de l'Académie des sciences, de ministères fédéraux et régionaux, d'associations d'entreprises, de journaux et des députés. La moitié des sièges y est occupée par des universités, parmi lesquelles une vingtaine se taillent la part du lion. On y trouve le MGU – dont le recteur dirige le Présidium du Conseil et qui compte de six à treize délégués selon les périodes (soit de 17 à 28% des représentants d'EES), alors que les autres universités n'en ont en général qu'un seul –, le SPbGU, neuf Universités fédérales, une dizaine d'Universités nationales de recherche parmi les plus réputées, ainsi que l'Institut d'État des relations internationales de Moscou (MGIMO). Sont également présents une dizaine d'EES de moindre importance.

Le Conseil établit chaque année la liste des « olympiades des élèves » homologuées dont il hiérarchise ensuite les concours en trois niveaux (*cf.* tableau 1) selon des critères qui ont évolué au fil des ans. Les EES d'élite ont également obtenu le contingentement des lauréats et médaillés des « olympiades des élèves » : de 45% des finalistes (comme dans l'Olympiade panrusse) en 2007, leur quota maximal autorisé est passé à 25% en 2014 (celui des lauréats, compris dans ces limites, passant de 10 à 8%).

Tableau 1 : *Les niveaux hiérarchiques des concours d'olympiades des élèves*

Niveau	Nombre minimal de régions d'origine des participants (sur 85)	% minimal d'élèves de classes antérieures à la terminale	% minimal d'épreuves de l'étape finale nécessitant une réflexion originale (1) et d'un niveau de complexité élevé (2)	Nombre de concours en 2017-2018 (en % du total)
1	25	30	70 (1) ; 50 (2)	64 (26 %)
2	12	25	50 (1) ; 40 (2)	82 (33 %)
3	6	20 (15 depuis 2015)	30 (1) ; 30 (2)	103 (41 %)

Source : Ministère de l'Éducation, arrêté n° 267, 4/4/2014 et calculs de l'auteur.

Ces différents mécanismes permettent aux grandes universités de garder peu ou prou le contrôle du jeu. À la différence des palmarès d'EES établis par diverses instances de jugement (ministère, journaux et organismes de classement), ici ce sont elles et elles seules qui classent les olympiades. C'est probablement l'un des rares cas où les universités ont une réelle maîtrise de l'échelle de prestige et des principes de classement qui les concernent. Les établissements d'élite réussissent aussi à recompartimenter la compétition pour les meilleurs étudiants, alors que la réforme du baccalauréat visait à la décloisonner. Lors de leur inscription dans le supérieur, lauréats et médaillés des « olympiades des élèves » peuvent, en effet, utiliser leur privilège dans l'un des établissements organisateurs de leur olympiade, mais aussi dans *tout autre* établissement qui organise une « olympiade des élèves » de même niveau et dans la même matière. L'une des stratégies des lycéens consiste d'ailleurs à réussir une olympiade d'EES de province pour obtenir ensuite une place dans un établissement moscovite<sup>33</sup>. Nul EES n'est donc assuré de garder « ses » gagnants. C'est dire si le classement par niveau est capital, car il délimite le segment des universités ayant accès aux meilleurs étudiants et force les EES d'un même niveau, tenus d'accepter les *olimpiadniki* produits par leurs pairs, à se contrôler mutuellement.

Cette institutionnalisation du contrôle des olympiades au bénéfice des grands établissements s'est réalisée avec la complicité du ministère de l'Éducation. Elle fait partie du marchandage, évoqué plus haut, dans lequel les responsables ministériels ont négocié l'arrêt de la contestation du EGE en échange de la possibilité pour les EES de recruter une partie de leurs étudiants par les olympiades. Ce marchandage, qui se stabilise sur la durée, présente la structure classique d'un jeu à motifs mixtes, fait à la fois de coopération et de conflit (Schelling, 1966). Pour n'en mentionner qu'un autre épisode, plus tardif, le ministère a imposé, contre l'avis de l'Union des recteurs de Russie, que les résultats des « olympiades des élèves » ne puissent être validés que si les lycéens obtiennent une note minimale au EGE dans la matière de l'olympiade (fixée à 65/100 en 2014, puis à 75 en 2015). Ainsi, dans le

<sup>33</sup> Entretien avec U.X., responsable de l'Université d'État de Tver, 13/11/2014.

compromis sur lequel ce marchandage débouche, le EGE devient un garant de la qualité des olympiades ; de leur côté, les grandes universités voient leurs décisions systématiquement entérinées par le ministère, qui règlemente désormais les olympiades presque entièrement comme elles le souhaitent. À l'évidence, on assiste ici à l'émergence de l'une des formes que prennent les transactions collusives (Dobry, 1986), *i.e.* des relations de reconnaissance et d'appui mutuel entre des agents appartenant à des champs divers, qui se réalisent au détriment de tiers (en l'occurrence des universités de second rang) et où se jouent, pour une large part, la légitimité et la consolidation institutionnelle des parties prenantes. Les olympiades éclairent ainsi un aspect essentiel du fonctionnement ordinaire de la « verticale du pouvoir » en Russie : pour que celle-ci soit viable, le pouvoir central ne peut se contenter de recourir à des mesures coercitives, il doit aussi s'appuyer sur des compromis et des arrangements avec d'autres puissances sociales, qu'elles soient sectorielles ou locales.

### ***Une autre hiérarchisation***

Les grands établissements sont les gagnants des olympiades à un autre égard : les olympiades leur permettent de continuer à capter les meilleurs étudiants et même probablement d'accroître leur part, renforçant ainsi leur position dans le champ. Il ne fait aucun doute que l'« effet Matthieu » (Merton, 1968) concourt à cet effet de champ. Mais cet effet tient aussi, au-delà des réputations acquises, à l'existence de dispositifs intentionnels, telle la liste des olympiades agréées, qui orientent les choix des étudiants. Le plus intéressant concerne toutefois le segment supérieur de cette compétition. L'écrasante majorité des *olimpiadniki* se concentre sur une vingtaine d'établissements à peine (3,6% des EES publics) : cinq canalisent la majeure partie des gagnants de l'Olympiade panrusse et dix-huit ceux des « olympiades des élèves » (*cf.* tableau 2 ci-dessous). Pour la plupart moscovites ou pétersbourgeois, ils sont depuis longtemps parmi les plus réputés. Quoi qu'elles fassent, les autres universités, même appartenant à l'élite, sont impuissantes à rivaliser avec cette « aristocratie », dénoncée comme moscovite, qui « pille » toutes les richesses. « Très peu de lauréats et de médaillés s'inscrivent chez nous, déplore un responsable d'une Université nationale de recherche de province. En fait, tout notre système est organisé pour que les meilleurs partent à Moscou »<sup>34</sup>. Les olympiades exercent ainsi un effet de surdistinction en consacrant une *hyper-élite* au sein de l'élite et, du même coup, une nouvelle frontière interne au champ.

Tableau 2 : ***Les principaux bénéficiaires des lauréats et médaillés des olympiades de 2016***

Universités	Olympiade panrusse des élèves			Olympiades des élèves		
	Rang	Lauréats et médaillés inscrits en 1 <sup>re</sup> année	% du total	Rang	Lauréats et médaillés inscrits en 1 <sup>ère</sup> année	% du total
U. d'État de Moscou (MGU)	1	246	29	4	190	7
Haut collège d'économie (VSE)	2	188	22	1	570	21
U. d'État de Saint-Petersbourg (SPbGU)	3	111	13	2	231	9
Institut d'État des relations internationales de Moscou (MGIMO)	4	109	13	29	12	
Institut de physique et de technologie de Moscou (MFTI)	5	75	9	8	103	4
<i>Sous-total</i>		<i>729</i>	<i>86</i>			
U. russe de l'amitié entre les peuples (RUDN, Moscou)	6	16		21	24	
U. d'État des technologies industrielles et du design de St-Petersbourg (SPbGUPTD)	7	14		5	160	6
U. d'État de Novossibirsk	8	9		11	56	
U. d'État de langues de Moscou (MGLU)	9	8		14	50	
U. fédérale de l'Oural (UrFU,	10	7		24	17	

<sup>34</sup> Entretien avec M.O., haut responsable de l'Université technique d'État d'Irkoutsk (IRGTU), 23/9/2013.

Ekaterinbourg)						
U. des mines de St-Pétersbourg	10	7		30	11	
U. des technologies de l'information, de mécanique et d'optique de St-Pétersbourg (ITMO)	11	5		3	193	7
Académie de l'économie nationale et de la fonction publique de Russie (RANHIGS, Moscou)	11	5		9	96	
U. technique d'État de Moscou Bauman (MGTU)	14	2		6	109	4
U. polytechnique d'État de St-Pétersbourg	14	2		10	82	
Haut collège d'économie (antenne pétersbourgeoise)	14	2		12	53	
U. de finances (Moscou)	-	0		7	105	4
Première U. d'État de médecine de St-Pétersbourg	-	0		13	51	
<i>(Sous-total)</i>		77	9		2113	77
Autres		42 dans 21 EES	5		663 dans 53 EES	23
Total*		848 dans 37 EES	100		2776 dans 71 EES	100

\* : sur un total de 4372 étudiants de première année admis en 2016 au titre des olympiades.

Source : Monitoring 2017 (<http://indicators.miccedu.ru/monitoring/2017/index.php?m=vpo>).

Or cette hyper-élite est loin de correspondre aux universités distinguées par les concours étatiques des années 2006-2015 comme étant les mieux armées pour la compétition internationale. Seul un quart de ces « champions nationaux » fait partie des principaux bénéficiaires des olympiades (une « Université fédérale » sur les dix, sept « Universités nationales de recherche » sur les vingt-neuf, les deux « complexes uniques »). À l'inverse, un tiers des EES choisis par les *olimpiadniki* n'est distingué par aucun des nouveaux labels d'excellence de l'État. Il s'agit souvent d'établissements au prestige ancien, déclassés par les concours étatiques et que les olympiades remettent ainsi en selle (Université d'État de langues de Moscou et Université de finances, par exemple). En dépit des réformes, on voit que l'héritage soviétique compte encore dans la fabrication de la réputation. Face à l'ambition des autorités fédérales d'imposer leurs critères de jugement et de classement, cet effet des olympiades trahit simultanément l'affirmation de logiques de consécration spécifiques au champ universitaire et, dans le contexte difficile de renforcement du pouvoir exécutif russe, de la capacité de ce champ à protéger son autonomie.

\*

La réforme du baccalauréat, par les craintes qu'elle a suscitées parmi les responsables des universités les plus réputées, a déclenché un ensemble de processus qui ont abouti à une véritable consécration sociale des olympiades. Cet article montre que ni les réformateurs gouvernementaux, ni les acteurs universitaires n'ont pu contrôler ces processus. Ils ont été façonnés par un empilement d'effets de champ différents. À l'encontre d'une conception qui rendrait raison des effets de champ exclusivement par les dispositions des acteurs, cet article montre qu'ils sont aussi, pour une large part, des sous-produits non intentionnels de leurs anticipations, calculs et stratagèmes. On ne saurait cependant se satisfaire d'y voir de simples additions de choix discrets d'agents individuels. Qu'il s'agisse du réinvestissement des olympiades, de leur inflation, de l'institutionnalisation de leur contrôle ou de la hiérarchisation des universités qui en résultent, l'intelligibilité de ces effets de champ nous renvoie à chaque fois aux logiques sociales qui caractérisent l'espace des universités russes, avec leurs asymétries de ressources et de positions et leurs clivages. Elle nous renvoie également à la manière dont les configurations de relations entre établissements sont affectées par les activités tactiques et les mobilisations des acteurs de cet espace. La structuration de ce secteur permet par ailleurs de comprendre pourquoi certains effets de champ connaissent un processus de diffraction, c'est-à-dire affectent de manière différenciée les multiples composantes du champ.

La consécration sociale des olympiades se déchiffre dans les diverses façons dont elles modifient le fonctionnement et la structure du secteur universitaire. Les olympiades tendent désormais à devenir un élément constitutif de ce que doit être une université digne de ce nom pour de très nombreux établissements, y compris hors du noyau de l'élite. Elles affectent les procédures de recrutement des étudiants dans leur ensemble, même celles qui passent par la voie ordinaire du baccalauréat. Elles accentuent par là même la concurrence entre les universités promue avec une intensité inédite par les réformes gouvernementales et, dans le même mouvement, voient leur « nature » profondément modifiée, en devenant avant tout une nouvelle modalité de compétition. Elles renforcent l'ascendant des grandes universités qui, en dépit de l'introduction du baccalauréat, réussissent à conserver leurs écarts distinctifs vis-à-vis des autres établissements. En institutionnalisant de nouvelles frontières internes et en en objectivant d'autres qui pouvaient être floues, elles contribuent à rendre certains de ces EES plus vulnérables encore aux réformes. Mais elles permettent aux acteurs majeurs du champ de sauvegarder, au moins en partie, leur capacité à façonner une hiérarchisation des établissements qui leur est propre. Elles fournissent aux responsables d'université, confrontés aux prétentions de l'État fédéral, le moyen d'avancer une conception alternative de l'excellence scolaire. Et on constate qu'elles contribuent *in fine* à renforcer leur position face aux autorités fédérales et, partant, la relative autonomie du champ universitaire.

Enfin, l'étude des olympiades permet d'aborder un problème particulier de la sociologie des mobilisations. La forme qu'a prise la mobilisation des directions des grands établissements pourrait, au premier abord, paraître singulièrement feutrée ou timorée. Elle ne s'est pas donnée pour ce qu'elle était, ce qui ne signifie pas pour autant qu'elle n'a pas été perçue comme telle par les acteurs sociaux, à commencer par les responsables gouvernementaux. Elle n'a d'ailleurs, à cet égard, pas été dénuée d'efficacité, forçant ces responsables à négocier et à accepter des compromis qui ne semblaient pas acquis d'avance. Parce que ce type d'actions collectives, discrètes, se déployant dans des sites fortement institutionnalisés, ne correspond pas à l'image plus classique et familière de mobilisations « disruptives » qui prennent place dans des espaces visibles du public, nombre d'auteurs tendent à les opposer, comme s'il s'agissait de faits sociaux de nature différente obéissant à des logiques parfaitement distinctes. Or souscrire à ce point de vue conduirait à ignorer à la fois les contextes de mobilisations effectives, en particulier les risques encourus, et les capacités et savoir-faire tactiques de leurs protagonistes. Il se pourrait, par ailleurs, que ces observations, formulées à propos de la Russie, puissent également concerner des systèmes politiques dont le caractère démocratique est moins discuté.

**Carole SIGMAN**

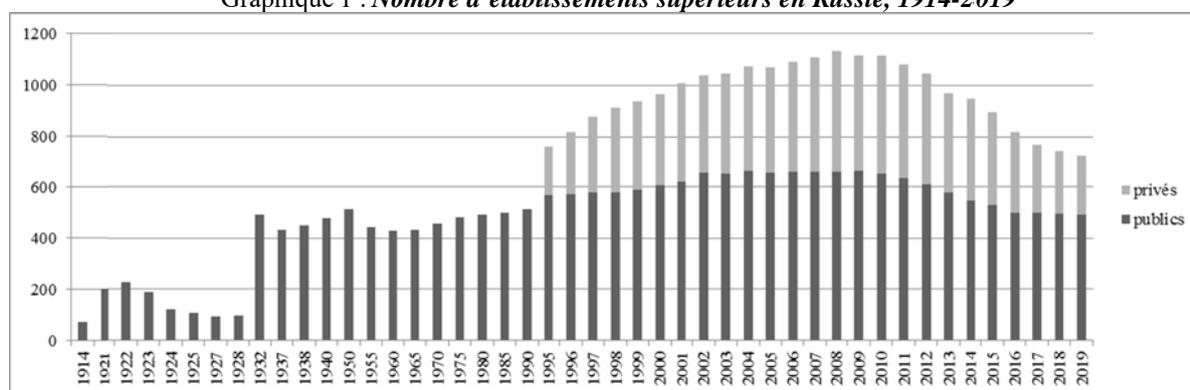
Institut des sciences sociales du politique (ISP)  
CNRS-Université Paris Nanterre-École normale supérieure Paris-Saclay  
200, avenue de la République  
92001 Nanterre Cedex  
carole.sigman@parisnanterre.fr

## ANNEXES

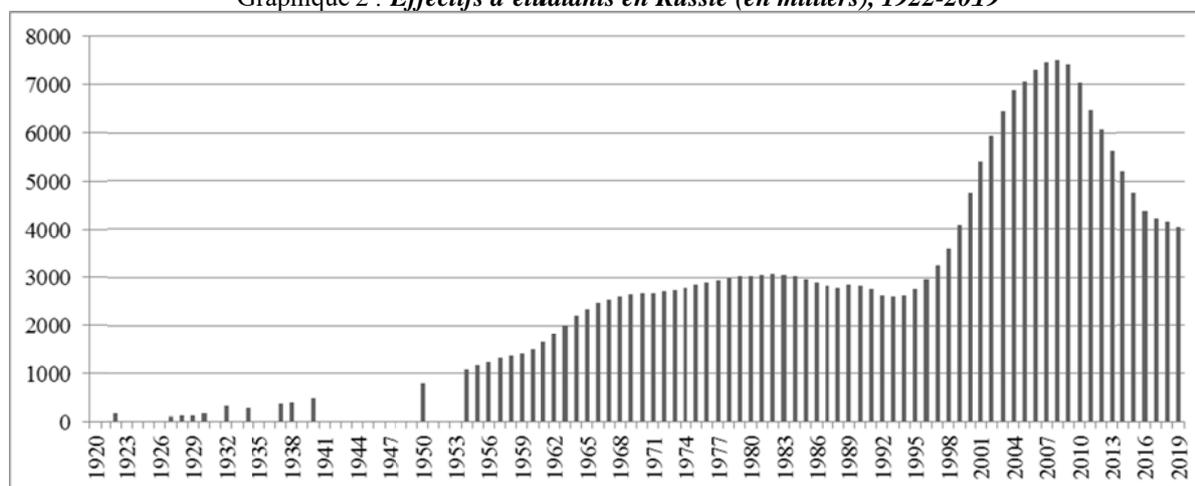
Encadré 4 : *Abréviations des universités citées*

ITMO	Université des technologies de l'information, de mécanique et d'optique de St-Pétersbourg
MFTI	Institut de physique et de technologie de Moscou
MGIMO	Institut d'État des relations internationales de Moscou
MGLU	Université d'État de langues de Moscou
MGTU	Université technique d'État de Moscou Bauman
MGU	Université d'État de Moscou Lomonossov
MIFI	Institut d'ingénierie et de physique de Moscou
MIIT	Université des voies de communication de Moscou
MISiS	Institut de l'acier et des alliages de Moscou
RUDN	Université russe de l'amitié entre les peuples (Moscou)
SPbGU	Université d'État de St-Pétersbourg
ÛFU	Université fédérale du Sud (Rostov-sur-le-Don)
VȘE	Haut collège d'économie (Moscou)

Graphique 1 : *Nombre d'établissements supérieurs en Russie, 1914-2019*



Graphique 2 : *Effectifs d'étudiants en Russie (en milliers), 1922-2019*



Sources des graphiques : Annuaire statistiques *Narodnoe hozâjstvo SSSR*, *Narodnoe hozâjstvo RSFSR* et ceux mentionnés dans l'encadré 1.

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ABBOTT A., 2005, « States and Universities as Environments for Professions », *Sociological Theory*, 23, 3, p. 245-274. Voir aussi : <http://home.uchicago.edu/aabbott/Papers/BOURD.pdf>.
- ADRIAN J., ROBIN D., VINOKUR A., 2001, « Les stratégies des établissements d'enseignement » dans A. VINOKUR, *Les transformations du système éducatif en Russie*, Paris, UNESCO-IIEP, p. 133-181.
- BOLTANSKI L., 1982, *Les cadres. La formation d'un groupe social*, Paris, Éditions de Minuit.
- BOURDIEU P., 1971, « Genèse et structure du champ religieux », *Revue française de sociologie*, 12, 3, p. 295-334.
- BOURDIEU P., 1992, *Les règles de l'art. Genèse et structure du champ littéraire*, Paris, Le Seuil.
- BOURDIEU P., WACQUANT L., 1992, *An Invitation to Reflexive Sociology*, Cambridge, Polity Press.
- COUMEL L., 2014, « Rapprocher l'école et la vie » ? *Une histoire des réformes de l'enseignement en Russie (1918-1964)*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail-Méridiennes.
- DAVID-FOX M., 2000, « The Assault on the Universities and the Dynamics of Stalin's 'Great Break', 1928-1932 » dans M. DAVID-FOX, G. PÉTERI, *Academia in Upheaval. Origins, Transfers, and Transformations of the Communist Academic Regime in Russia and East Central Europe*, Westport, Bergin & Garvey, p. 73-103.
- DIMAGGIO P., POWELL W., 1983, « The Iron Cage Revisited: Institutional Isomorphism and Collective Rationality in Organizational Fields », *American Sociological Review*, 48, 2, p. 147-160.
- DOBRY M., 1986, *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de Sciences Po.
- DOBRY M., 2015, « Éléments de réponse. Principes et implications d'une perspective relationnelle » dans M. AÏT-AOUDIA, A. ROGER (dir.), *La logique du désordre. Relire la sociologie de Michel Dobry*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 261-332.
- EISENSTADT S., RONIGER L., 1980, « Patron-Client Relations as a Model of Structuring Social Exchange », *Comparative Studies in Society and History*, 22, 1, p. 42-77.
- FLIGSTEIN N., MCADAM D., 2012, *A Theory of Fields*, Oxford, Oxford University Press.
- GLAZYČEV V., 2004, *Vysšee obrazovanie v Rossii: sostoânie i napravleniâ razvitiâ. Analitičeskij doklad*, Moscou, Fond Nasledie Evrazii.
- INKELES A., 1950, « Social Stratification and Mobility in the Soviet Union: 1940-1950 », *American Sociological Review*, 15, 4, p. 465-479.
- KLÁČKO T., ROŽDESTVENSKAĀ I., 1999, *Obrazovanie*, Moscou, IEPP : <http://www.iep.ru/files/text/usaid/obraz.zip>.
- KRÜCKEN G., 2020, « The European University as a Multiversity » dans L. ENGWALL (dir.), *Missions of Universities. Past, Present, Future*, Cham, Springer, p. 163-178.
- KRÜCKEN G., MEIER F., 2006, « Turning the University into an Organizational Actor » dans G. GILI, J. MEYER, H. HWANG (dir.), *Globalization and Organization. World Society and Organizational Change*, Oxford, Oxford University Press, p. 241-257.
- KUKUSHKIN B., 1996, « The Olympiad Movement in Russia », *International Journal of Educational Research*, 25, 6, p. 553-562.
- KURAN T., 1991, « Now out of Newer: The Element of Surprise in the East European Revolution of 1989 », *World Politics*, 44, 1, p. 7-48.
- LEWIN M., 1987, *La formation du système soviétique*, Paris, Gallimard.
- LUNÁKOVA L., 2012, « Problemy organizacii obučeniâ odarënyh detej v Rossii », *Narodonaselenie*, 4, 58, p. 68-82.
- MARGINSON S., 2006, « Dynamics of National and Global Competition in Higher Education », *Higher Education*, 52, 1, p. 1-39.
- MARTÍN-CRIADO E., 2008, « El concepto de campo como herramienta metodológica », *Revista española de investigaciones sociológicas*, 123, p. 11-33.
- MATTHEWS M., 1982, *Education in the Soviet Union. Policies and Institutions since Stalin*, London, George Allen & Unwin.
- MERTON R. K., 1968, « The Matthew Effect in Science », *Science*, 159, p. 56-63.
- MÜNCH R., 2019, « Transformation and Heteronomization of the Academic Field. From Scientific Competition to Economic Struggle » dans J. BLASIUS, F. LEBARON, B. LE ROUX, A. SCHMITZ (dir.), *Empirical Investigations of Social Space*, Cham, Springer, p. 195-210.

- MUSSELIN C., 2018, « New Forms of Competition in Higher Education », *Socio-Economic Review*, 16, 3, p. 657-683.
- NICKSON A., 2014, « A Qualitative Case Study Exploring the Nature of New Managerialism in UK Higher Education and Its Impact on Individual Academics' Experience of Doing Research », *The Journal of Research Administration*, 45, 1, p. 47-80.
- ODINEC V., 2017, « Ob istorii matematičeskikh olimpiad v Leningrade-Sankt-Peterburge », *Vestnik Syktyvkar'skogo universiteta*, Seriâ 1, 22, 1, p. 54-60.
- OLSON M., 1971, *The Logic of Collective Action. Public Good and the Theory of Groups*, Cambridge (MA), Harvard University Press.
- PARADEISE C., FILLIATREAU G., 2016, « The Emergent Action Field of Metrics: From Rankings to Altmetrics » dans E. POPP BERMAN, C. PARADEISE (dir.), *The University under Pressure*, Bingley, Emerald Publishing Ltd, p. 87-128.
- PFEFFER J., SALANCIK G., 2003, *The External Control of Organizations. A Resource Dependence Perspective*, Stanford (CA), Stanford University Press.
- POLEŽAEV V., POLEŽAEVA M., ÂKUNIN V., 2010, « Ob effektivnosti ocenivaniâ tvorčeskikh sposobnostej i urovnâ podgotovlennosti abiturientov », *Omskij naučnyj vestnik*, 92, 6, p. 148-151.
- POPP BERMAN E., PARADEISE C., 2016, « Introduction » dans E. POPP BERMAN, C. PARADEISE (dir.), *The University under Pressure*, Bingley, Emerald Publishing Ltd, p. 1-22.
- RUDN, INPO, 2018, *Itogi Vserossijskoj olimpiady škol'nikov v 2017/2018 učebnom godu (statističeskie dannye)*, Moscou.
- SADOVNIČIJ V., 2017, « Vstupitel'nyj vebinar », *Vebinary Rossijskogo soveta olimpiad škol'nikov* : <https://distant.msu.ru/mod/resource/view.php?id=34779>.
- SCHELLING T., 1966, *The Strategy of Conflict*, Cambridge (MA), Harvard University Press.
- SIDEL M., 1982, « University Enrolment in the People's Republic of China, 1977-1981: The Examination Model Returns », *Comparative Education*, 18, 3, p. 257-269.
- SIGMAN C., 2016, « 'Retour de l'État' et formes de domination en Russie. Le cas de l'enseignement supérieur », *Revue française de science politique*, 66, 6, p. 915-936.
- SLAUGHTER S., LESLIE L., 1997, *Academic Capitalism: Politics, Policies and the Entrepreneurial University*, Baltimore, Johns Hopkins University Press.
- VEYNE P., 1976, *Le pain et le cirque. Sociologie historique d'un pluralisme politique*, Paris, Le Seuil.
- VINOKUR A., 2012, « Réflexions sur la place du marché dans l'éducation », *Carrefours de l'éducation*, 34, 2, p. 15-27.